

frontière

journal d'exposition



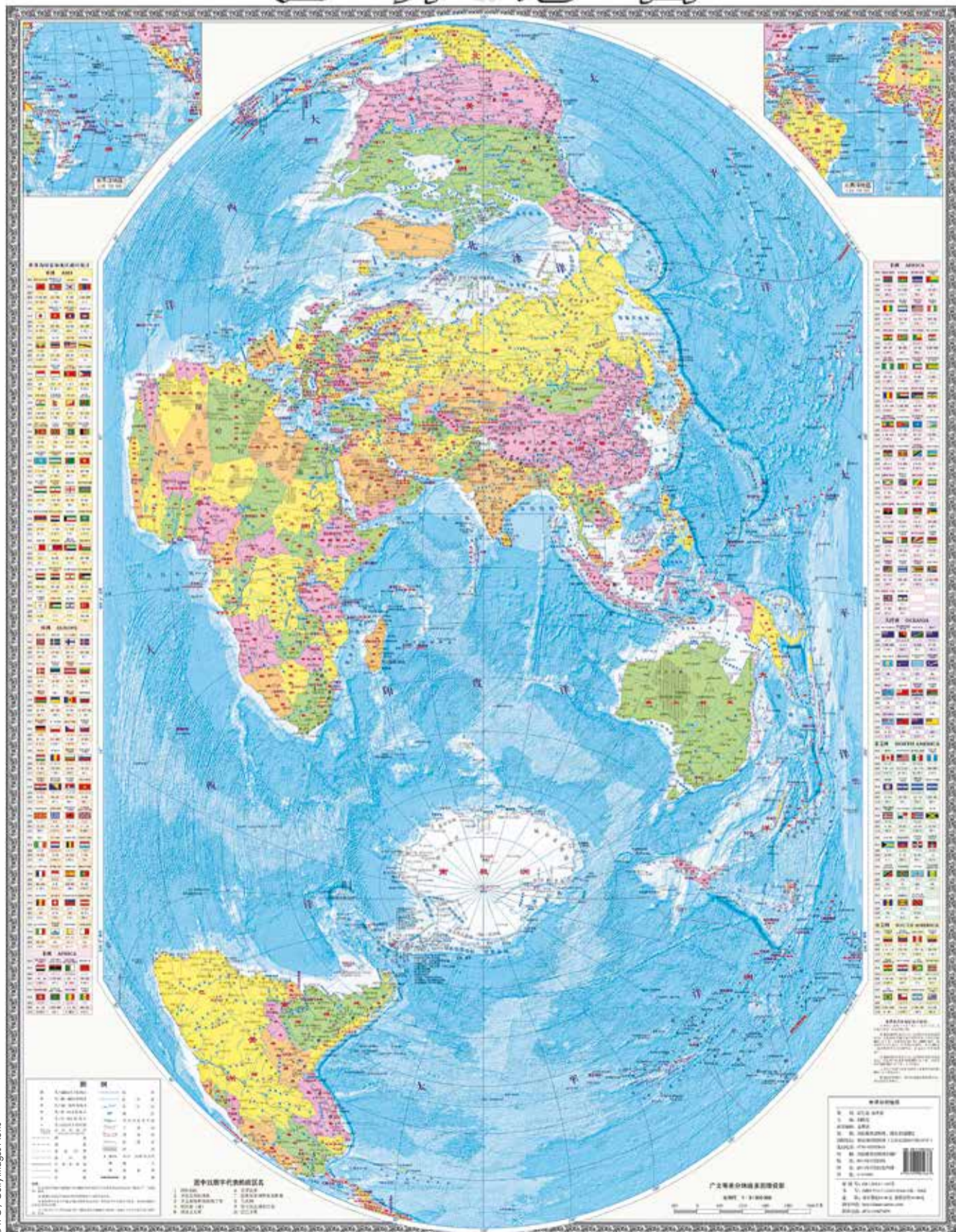
cité
sciences
et industrie

Aucune frontière n'est naturelle. La frontière est le fruit de décisions souvent issues d'un rapport de force entre des pays et elle a des effets réels sur les sociétés qu'elle traverse. La géographie permet de saisir les enjeux de nos sociétés, la complexité du monde et de son fonctionnement. Être géographe, c'est ausculter les frontières entre les États, c'est recueillir les données officielles et officieuses. L'exposition « Frontière » invite le public à dépasser ses représentations habituelles. Elle vise à déconstruire l'objet « frontière » pour mieux comprendre ce concept, qui s'applique au monde entier et aligne des situations fort différentes d'un continent à l'autre.

Ce journal qui l'accompagne et la prolonge, passe en revue neuf exemples à partir des recherches de géographes et d'anthropologues. Une frontière peut tour à tour être un espace de ressources et de richesses, une zone de tri des personnes, un dispositif de contrôle des données, un territoire de trafic pour des gangs, une terre d'errances, un théâtre de conflit ou de paix, une limite maritime, un mur d'indifférence, un cadre de négociations ou encore un endroit où trouver refuge, naître ou mourir. Nous vous invitons à voyager aux frontières du Sahel, du Cameroun, aux confins du Venezuela, des États-Unis d'Amérique au Mexique, en Europe, en Géorgie. Nous explorons les frontières maritimes qui traversent les mers au sein de l'Asie du Sud-Est en faisant un détour par les deux Corées et le cyberspace. À travers ce tour du monde, ce sont les voix de milliers de personnes qui résonnent quand elles se retrouvent en situation d'éprouver la frontière.

Bien avant les cartes numériques et les systèmes d'information géographique, fixer les contours du monde était assurément un geste de connaissance et de pouvoir. Mais qu'est-ce qu'une carte au juste ? C'est la représentation d'un territoire produite selon des conventions, fondée sur la connaissance géographique que l'on en a et appuyée sur des symboles géométriques. Elle livre une vision du monde. Des cartes marines dessinées pour guider les navigateurs à celles des grandes explorations, des relevés topographiques destinés aux armées jusqu'aux découpages coloniaux administrés depuis les capitales européennes, la cartographie a accompagné l'expansion des États et leur organisation spatiale. Ces cartes anciennes ont contribué à imposer une certaine manière de voir l'espace, faite de frontières nettes et de territoires stabilisés. Comment une carte se construit-elle ? Que choisit-elle de montrer ou d'ignorer ? Et que devient-elle lorsqu'elle cesse d'être un simple outil de localisation pour se transformer en moyen d'analyse et de critique ? Autant de questions qui traduisent la puissance politique de l'art des cartes d'hier à aujourd'hui.

世界地图



« Les cartes projettent instantanément des situations géopolitiques impossibles à ignorer »

Entretien avec Philippe Rekacewicz

Longtemps, la carte a été pensée comme un outil neutre et de délimitation des territoires, des frontières fixes et des espaces clairement identifiables. Héritée de traditions militaires, administratives et scientifiques, elle a contribué à figer le monde sous la forme de lignes, de découpages et d'évidences géographiques. À contre-courant de cette vision, Philippe Rekacewicz explore les cartes comme des instruments critiques, capables de rendre visibles des frontières mouvantes, fragmentées et souvent invisibles, et de révéler les rapports de pouvoir qui les traversent.

Quelle est votre conception de la cartographie ?

Il n'existe pas une seule porte d'entrée pour représenter des espaces. La cartographie est un champ de recherche à part entière, qui offre une multitude de façons d'aborder le monde et les frontières. On peut partir d'un territoire, d'une donnée, d'un récit, d'une intention intellectuelle. Ce qui m'intéresse particulièrement, c'est la façon de rendre visible quelque chose qui ne l'est pas, ou encore de restituer l'image du monde non pas tant tel qu'il est, mais comme il est perçu par les êtres humains. Très souvent, je commence par ce qui manque, par ce qui n'apparaît pas sur les cartes existantes, comme les espaces invisibilisés, ou encore les « décalages » voire les contradictions entre les discours officiels et les réalités du terrain. Si les études sur les frontières s'attachent aujourd'hui à penser leur épaisseur et leur mobilité, mon travail cherche à comprendre comment ces réalités peuvent être représentées, mises en forme et rendues visibles, par exemple pour traduire l'évolution de la frontière européenne, prise dans un système frontalier complexe qui n'est plus une simple ligne mais se dilue dans l'espace jusqu'aux confins de la région sahélienne. Créer une carte, ce n'est jamais se contenter d'illustrer des réalités géographiques ou politiques. C'est s'interroger sur la manière dont elles sont produites et racontées. Cette pratique se situe entre l'art, la politique et la science. Elle est portée par une double exigence. D'abord comprendre l'objet. Cela suppose de la recherche, une culture de la géographie, de l'histoire, et une collecte de données importante. Ensuite, il faut imaginer la bonne sémiologie, autrement dit la manière dont on utilise formes, couleurs et symboles pour faire sens. Toute carte est signifiante pour la personne qui la produit, pour celle qui la commande et pour celle qui la lit. Elle transmet des informations à un public, l'enjeu est de taille.

Ci-contre.
Le cartographe chinois Hao Xiaoguang a dressé une carte verticale du monde. Cette projection place la Chine au centre. Elle est devenue la carte officielle de la République populaire de Chine en 2013.

Ci-dessus, à droite.
Carte du projet « Seeds of time » (Les semences du temps, 2015). Michael Taussig raconte le « voyage des graines », depuis la Scandinavie vers la Méditerranée, pour révéler l'histoire sociale, biologique et politique cachée derrière notre nourriture.

© Michael Taussig.

Pourquoi une carte permet-elle parfois de comprendre ce que le texte ne suffit pas à dire ?

On se tourne vers la cartographie au moment où l'exposé de faits et un raisonnement par des mots atteignent leurs limites. Le dessin permet de comprendre rapidement ce que le texte ne produit pas. Il livre, en une seule image, ce qui resterait dispersé ou abstrait dans un texte ou un tableau de données. L'anthropologue australien Michael Taussig l'explique très bien en montrant comment le fait de dessiner ou d'esquisser contribue à clarifier une pensée. Le dessin ne vient pas après l'idée. Il participe de sa construction. L'artiste américain Mark Lombardi a une approche similaire. Il s'est rendu compte qu'il ne comprenait plus les réseaux de pouvoir qu'il observait. Alors il s'est mis à dessiner. Il a réuni des milliers d'informations issues de la presse, de rapports publics et d'archives, puis il a relié les noms, les institutions et les événements par des flèches. Ses dessins, de très grands schémas muraux, faisaient apparaître des réseaux financiers et politiques complexes, impliquant des gouvernements, des banques, des multinationales, des lobbies industrialo-militaires ou des services secrets. On y voyait que certaines figures politiques occupaient le devant de la scène, tandis que les véritables centres de décision restaient en arrière-plan, parfois à la périphérie du dessin. Voilà exactement le type de processus que je cherche à mettre en œuvre dans mon activité de cartographe. Dessiner les frontières, c'est mettre au jour des réalités que le texte ne permet pas de voir, pour en informer les lecteurs.

Quelle est votre méthode lorsque vous dessinez une carte ?

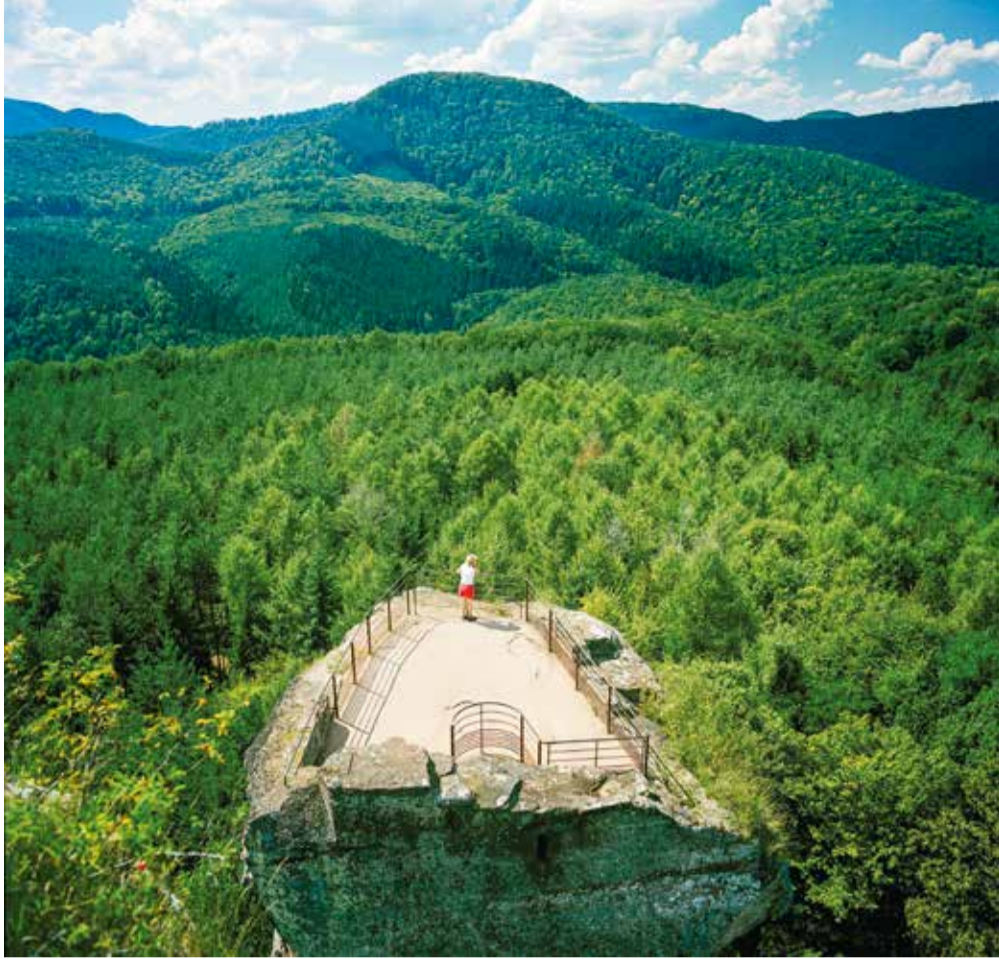
Je suis porté par une intention. Je me demande d'abord si la problématique peut être transformée en dessin. Puis vient la collecte des informations aux formes multiples : entretiens, sons, données quantitatives ou qualitatives, cartes anciennes, comparaisons. Une tâche extrêmement longue, parfois fastidieuse mais nécessaire. Je passe ensuite à l'étape des esquisses en représentant ce que disent les données. C'est la phase fascinante de la création de ce que l'historienne de l'art Nicole Marchand-Zañartu appelle les « images de pensée », première figuration émouvante de l'intention cartographique qui témoigne de la manière dont le cartographe pense l'espace. À ce stade, il y a encore beaucoup de doutes, de tentatives infructueuses, de saturation. On y superpose toutes les données sous forme de tracés, de nature différente, ce qui aboutit souvent à des cartes « spaghettis » où tout se mélange, mais où commence à apparaître l'architecture finale. Enfin vient le travail sémiologique, c'est-à-dire la création des formes, l'application des contrastes, des mouvements et des couleurs. C'est l'étape où,



© Falk Weiss

Géographe et cartographe formé à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), Philippe Rekacewicz a collaboré au *Monde diplomatique* et a parallèlement dirigé une unité cartographique – délocalisée en Norvège – du Programme des Nations unies pour l'Environnement. Il s'intéresse aux relations qui unissent la cartographie à l'art, la science et la politique. Depuis janvier 2021, il est chercheur associé à l'Université de Wageningen aux Pays-Bas. Il coanime le site visionscarto.net.





© Valerio Vincenzo / Borderline, Frontiers of Peace

Frontière franco-allemande vue depuis le château de Fleckenstein, 2007. Fleckenstein se trouve dans une zone longtemps disputée entre la France et l'Allemagne. Les ruines de la forteresse, détruite par les troupes françaises sous Louis XIV, sont aujourd'hui situées en France. Photographie de Valerio Vincenzo, projet « Borderline, Frontières de la paix ».

Un espace de paix ouvert

L'Union européenne s'est construite dans l'après-guerre, à partir des années 1950, pour empêcher le retour des conflits sur le continent. Dès 1951, avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), la coopération porte sur des ressources stratégiques afin de couper court à une nouvelle guerre entre anciens ennemis. Les traités de Rome de 1957 élargissent cette logique en instaurant un marché commun, transformant progressivement les frontières internes en espaces d'échange et de circulation. Cette dynamique se consolide avec le traité de Maastricht (1992-1993), qui institue l'Union européenne, introduit une citoyenneté commune et inscrit la coopération au-delà du seul champ économique. Dans cette perspective, de lieu de confrontation, la frontière s'affirme comme un espace de coopération. Si elle demeure juridiquement présente, elle cesse progressivement d'organiser la vie quotidienne.

Dans de nombreuses régions frontalières, la frontière devient un arrière-plan : on la traverse pour aller travailler, faire ses courses, rendre visite à des proches, sans y prêter attention. Ainsi dans la région du Rhin supérieur entre la France, l'Allemagne et la Suisse, ou encore entre l'Espagne et le Portugal, où la frontière structure des bassins de vie transnationaux sans constituer un obstacle quotidien.

Cette transformation n'est pas seulement institutionnelle, elle est profondément vécue. Dans l'Europe occidentale de l'après-guerre, et plus encore depuis les années 1990, des millions de personnes ont grandi sans jamais éprouver la frontière comme une barrière. Elle ne marque plus l'arrêt des corps ni la suspension des déplacements. Elle devient presque invisible, absorbée par les routines ordinaires. Habiter près d'une frontière ne signifie plus vivre à la marge d'un État ou d'un territoire national, mais souvent au cœur d'un espace élargi, connecté, partagé.

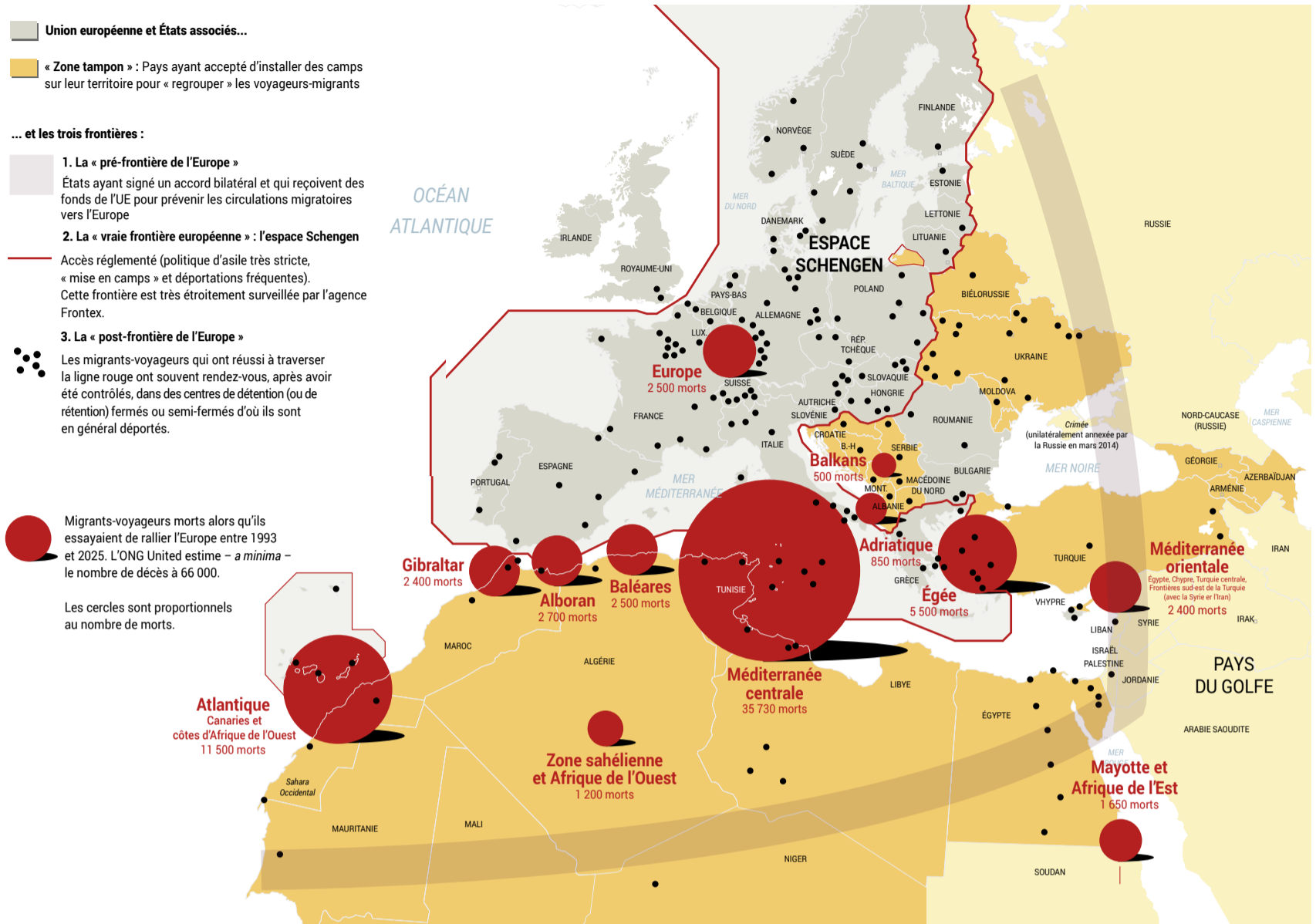
L'espace Schengen

Né des accords de Schengen (Luxembourg) signés en 1985, précisés par la convention d'application de 1990 et mis en œuvre à partir de 1995, l'espace Schengen organise la suppression des contrôles aux frontières intérieures entre les États participants. Il repose sur un principe simple : faciliter la libre circulation à l'intérieur, tout en coordonnant des mesures communes aux frontières extérieures (contrôles, visas), ainsi qu'une coopération entre autorités. Aujourd'hui, l'espace Schengen regroupe 29 pays européens. L'espace Schengen a joué un rôle décisif. En supprimant les contrôles aux frontières intérieures, il a rendu la circulation plus fluide et plus prévisible. Pour beaucoup d'Européens, franchir une frontière revient désormais à changer de langue sur un panneau. Entre la France et l'Allemagne, ou entre l'Autriche et l'Italie, le passage d'un pays à l'autre se déroule souvent sans rupture perceptible, au point qu'il ne se remarque parfois qu'après coup. La frontière existe toujours, mais elle ne se manifeste plus physiquement. Elle est là sans se faire sentir. Cette banalisation a profondément modifié le rapport à l'espace. Elle a permis l'émergence de vies transfrontalières : couples binationaux, travailleurs frontaliers, étudiants mobiles. La frontière ne sépare plus, elle articule. Elle relie des territoires et des histoires autrefois opposés. Elle devient un élément parmi d'autres de la géographie du quotidien. Mais cette expérience, aussi largement partagée soit-elle, n'est ni universelle, ni définitive. Elle repose sur un équilibre politique fragile, et sur des conditions d'accès inégalement réparties. Par exemple, les demandeurs d'asile ne bénéficient pas de la libre circulation. L'ouverture européenne, loin d'être acquise une fois pour toutes, peut se refermer.



© Valerio Vincenzo / Borderline, Frontiers of Peace

Frontière franco-italienne, sur la route nationale française N327 à l'est de Menton, 2007. Ici, la frontière entre les deux pays est indiquée par un changement dans le revêtement routier, résultat du recours à des sociétés d'entretien différentes dans chaque pays. Photographie de Valerio Vincenzo, projet « Borderline, Frontières de la paix ».



Regarder autrement les frontières européennes

Les frontières européennes sont des processus en mouvement, des dispositifs changeants qui organisent différemment l'espace et les vies. Ainsi, la frontière a presque disparu pour un travailleur transfrontalier circulant librement entre la France et la Belgique, ou pour des habitants des régions frontalières entre l'Espagne et le Portugal, où les mobilités quotidiennes s'inscrivent dans un espace partagé. À l'inverse, elle se matérialise brutalement pour un exilé bloqué entre la Grèce et la Turquie, ou à l'est de l'Union, sur la ligne entre la Pologne et la Biélorussie. Les frontières peuvent s'effacer d'un paysage et réapparaître ailleurs, sous d'autres formes.

Mais penser les frontières de l'Europe, c'est aussi penser celles d'un continent composé d'histoires, de langues et de politiques très différentes, et lié par des accords fragiles et des compromis permanents. À cette échelle, la frontière n'est jamais seulement nationale : elle engage des coopérations, des solidarités, mais aussi des désaccords profonds entre États.

Penser les frontières de l'Europe aujourd'hui, c'est donc accepter cette instabilité. C'est reconnaître que l'ouverture n'est jamais définitivement acquise, et que la fermeture n'est jamais totale. L'Europe demeure un espace fragile, traversé par des tensions constantes entre circulation et contrôle, proximité et exclusion. Un continent où la frontière, loin d'avoir disparu, continue de façonner les trajectoires, les imaginaires et les expériences de celles et ceux qui la vivent.

Morts aux frontières

Ces dernières années, les frontières européennes sont devenues des zones de danger extrême. La Méditerranée, la Manche ou certaines routes alpines sont désormais synonymes de frontières mortelles pour les migrants.

En mai 2018, le corps de Blessing Matthew, une jeune Nigériane, est retrouvé dans la Durance, à un barrage situé dans les Hautes-Alpes, près de Briançon. Venue d'Italie, elle avait tenté de passer en France. Son âge n'a pas pu être établi. Elle avait peut-être 21 ans. L'itinéraire de montagne qu'elle avait emprunté lui permettait d'éviter les contrôles renforcés à la frontière franco-italienne. Son histoire révèle une réalité brutale : lorsque les voies légales se ferment, les parcours migratoires se déplacent vers des routes toujours plus longues et plus dangereuses. Dans ce cas, la frontière n'est pas une ligne à franchir, mais une succession d'épreuves parfois fatales.



Blessing Matthew, photographée le jour de sa remise de diplôme, photo partagée par sa sœur, Christiana Obie.

« Mexique – États-Unis : l'hyper-frontière »

Entretien avec Anne-Laure Amilhat Szary

Les frontières du monde actuel relèvent d'un cadre politique produit par des États, des institutions, des technologies, mais aussi des discours et des pratiques. Elles affectent différemment les individus selon leur nationalité, leur statut ou leur trajectoire. D'où l'émergence d'une frontière inégalitaire : loin de se limiter à séparer des territoires, elle organise des hiérarchies touchant les mobilités et les droits des individus.

La frontière Mexique – États-Unis est souvent présentée comme une ligne fixe. Vos recherches contrebalancent cette vision rapide. Comment s'articule votre approche ?

On appelle la frontière entre le Mexique et les États-Unis *la línea*, la ligne. Le terme souligne le poids du tracé dans les représentations. Pourtant, c'est une frontière éminemment paradoxale. Elle est sans doute l'un des lieux où son affirmation comme ligne fixe est la plus forte alors que, en réalité, il s'agit de l'une des frontières les plus intégrées, les plus traversées et les plus épaisses au monde : sur 3 200 kilomètres depuis Tijuana-San Diego à l'est jusqu'à l'embouchure du Rio Grande à l'ouest, une moyenne de 250 millions de personnes la franchissent par an, au travers de 42 points officiels. Cette région regroupe environ 12 millions d'habitants de part et d'autre de la division internationale.

D'un point de vue strictement géopolitique, son tracé est relativement stable depuis la guerre entre les États-Unis et le Mexique (perdue par ce dernier en 1848), puis la vente d'un dernier territoire de 76 800 km² au profit du voisin du Nord en 1853, *via* la convention Gadsden (agrandissement des États du Nouveau-Mexique et de l'Arizona). Un siècle et demi plus tard, il n'a pratiquement pas bougé. Dès que l'on prend en compte la vie quotidienne, cette fixité apparente s'efface. La frontière a longtemps été ouverte mais, aujourd'hui, ses points de passage sont devenus des points de crispation relayés par les médias, focalisés d'une manière presque obsessionnelle sur la violence ou les trafics, et sur le mur érigé par les États-Unis pour tenter de lutter contre ces fléaux. Cette frontière est le lieu de multiples mouvements de personnes caractérisés par des ralentissements, des accélérations et des filtrages, à l'image d'un gigantesque entonnoir.

C'est aujourd'hui la frontière la plus traversée au monde. Des centaines de milliers d'individus la franchissent quotidiennement, pour aller à l'école, consulter un médecin, acheter des lunettes ou travailler. La coexistence entre une circulation massive et un régime de contrôle de plus en plus dur fait de cette frontière un espace de tensions extrêmes. En même temps, elle est devenue un lieu de grande souffrance et de forte létalité. Le régime frontalier rend les existences précaires et difficiles, et agit comme un révélateur brutal des inégalités sociales, spatiales et raciales.

Pourquoi cette frontière est-elle aussi un espace d'interdépendance économique et sociale ?

Espace avant tout relationnel, elle est un lieu de liens, de circulations et d'adaptations. On le constate de manière frappante au nord du Mexique, un territoire resté en marge de la construction nationale, très éloigné de la capitale, mais historiquement relié aux États-Unis – notamment par le train, dans le sillage de la conquête de l'Ouest et de la ruée vers l'or. Tijuana, par exemple, a longtemps été plus connectée aux États-Unis qu'au reste du Mexique. Cependant, la frontière crée des écarts très concrets : de prix des biens de consommation, de salaires, d'accès aux services. Ces différentiels sont autant de ressources pour les habitants transfrontaliers, ils les incitent à traverser sans cesse.

Dans l'agriculture ou l'élevage, des animaux peuvent naître aux États-Unis, être nourris avec du fourrage produit au Mexique, y être élevés, puis abattus côté états-unien. Dans l'industrie, depuis les années 1960, le programme des *maquiladoras* a permis le développement d'une production transfrontalière fondée sur une franchise douanière et sur le travail moins cher côté mexicain. Ce système d'exemption de droits de douane tout au long des chaînes d'assemblage permet la fabrication de biens industriels dans des conditions très concurrentielles (dans l'électronique et le textile, notamment). On observe ainsi sur la frontière des dynamiques de complémentarité, concurrence et rivalités à la fois. Les flux de consommation sont tout aussi révélateurs. Du côté états-unien, les centres commerciaux destinés à la classe moyenne mexicaine se multiplient. À l'inverse, de nombreux États-Uniens traversent pour accéder à des soins médicaux au Mexique, inabondables dans leur pays : beaucoup de cliniques ont ouvert, prodiguant des soins dentaires, ophtalmologiques, ainsi que des boutiques d'opticiens car le Mexique dispose d'un système universitaire solide constitué de médecins de haut niveau, dont profitent les patients venus des États-Unis.

Enfin, un mot des économies illégales. Les drogues circulent majoritairement du sud vers le nord, tandis que les armes empruntent le trajet inverse, alimentant aussi bien les cartels que certains mouvements armés en Amérique latine. Des tunnels creusés sous la frontière fonctionnent dans les deux sens, mais les routes de l'informalité sont bien plus variées : les trafiquants disposent d'un niveau d'équipement très avancé, notamment en matière électronique, qui leur permet de concurrencer les systèmes de contrôle officiels, en utilisant également la corruption des deux côtés de la ligne. Mais résumer la frontière à ces seules dimensions serait profondément réducteur.



© Karen Meyer

Professeure à l'Université Grenoble Alpes, géographe au sein du laboratoire de sciences sociales Pacte (CNRS, UGA, Sciences Po Grenoble), Anne-Laure Amilhat Szary s'intéresse aux dimensions complexes, à la fois politiques, sociales et culturelles, des frontières. Elle étudie de manière critique l'intersection de l'espace et de l'art aux frontières, autour des frontières et contre les frontières, notamment en Amérique latine, et construit un musée imaginaire du *border art*. Elle a notamment publié *Après les frontières, avec la frontière* (L'Aube, 2006, avec Marie-Christine Fourny), *Borderities, the Politics of Mobile Borders* (Palgrave Macmillan, 2015, avec Frédéric Giraut), *Histoires de frontières, une enquête sud-africaine* (Manuella Éditions, 2017, collectif), *Géopolitique des frontières. Découper la terre, inventer une vision du monde* (Le Cavalier bleu, 2024, 2^e édition), *Frontières* (Armand Colin, 2020, avec Grégory Hamez), *Border Culture. Theory, Imagination, Geopolitics* (Routledge, 2022, avec Victor Konrad) et *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui... et demain ?* (PUF, 2024, 2^e édition).

Page de gauche.
Brèche dans le mur frontalier près de Mexicali, en Basse-Californie. La structure frontalrière est discontinue et ne couvre que certaines sections de la frontière entre les deux pays. Elle consiste en une série d'obstacles destinés à décourager l'immigration clandestine vers les États-Unis. Photographie de Daniel Ochoa de Olza, 1^{er} juin 2024.



© Genaro Molina / Los Angeles Times via Getty Images

Et c'est précisément parce qu'il a existé comme une évidence que son durcissement est aujourd'hui si violent.

Désormais, ces fonctionnements se heurtent à de grandes difficultés. Des familles ont du mal à se voir. Même lorsqu'on a des droits, on hésite à traverser. La peur d'être contrôlé, de subir la violence de la frontière s'est diffusée, et peu à peu le passage se raréfie. La frontière s'imisce dans les vies banales des personnes qui ne sont pas en migration. Une autre image m'a frappée, plus matérielle. Ce sont ces énormes centres commerciaux, du côté de San Diego, qui ne cessent de s'agrandir. Ils existent pour capter une consommation venue du Mexique, notamment celle des classes moyennes qui traversent pour s'acheter les marques en vogue tout en profitant de différences de prix, d'offres de produits divers, même lorsque ces biens de consommation sont importés, notamment du Vietnam ou de Chine. On traverse parce que cela « vaut le coup », que l'expérience de shopping dans un mall n'est pas la même que dans une rue mexicaine.

Je pense aussi au fleuve Tijuana, dont l'eau est tellement surexploitée en amont qu'elle coule à peine vers la mer, emprisonnée dans un lit bétonné. Dans les anfractuosités des canalisations vivent celles et ceux que la frontière a rejetés, ce sont les ombres de la ville transfrontalière. La photographe Ana Andrade fréquente ce lieu depuis son enfance, elle sait y capter la vie, l'harmonie qui persiste malgré tout avec l'écosystème non humain, mais aussi l'humanité qui y lutte pour ne pas se laisser broyer. Les témoignages qu'elle recueille et partage font partie de ce qui rend le quotidien possible dans des lieux où la violence est omniprésente.

Il y a enfin des gestes plus discrets, mais très révélateurs. À Tijuana, des activistes ont organisé une opération qui m'a marquée. La ville est très polluée, or pour faire pousser des plantes, pour pouvoir faire du maraîchage, il faut de la terre viable. Mais la frontière filtre, interdit, contrôle : les produits vivants sont très surveillés par les services agrosanitaires des deux pays concernés. Alors, pour réparer les effets mêmes de la frontière, cette pollution liée à l'exportation au Sud des industries, il a fallu recourir à une autre forme de contrebande : faire passer de la terre. C'est une idée presque absurde quand on voit les choses de loin. Pour réparer les méfaits de la frontière, il faut

parfois produire de l'illégalité. Le fait que ce geste de mise en culture, de soin, de réparation, ne soit possible que par la contrebande dit quelque chose de la frontière elle-même. Elle fabrique de l'illégalité jusque dans les tentatives de rendre la vie un peu plus vivable.

Propos recueillis par Fernando Garlin Politis

Une voiture de la police des frontières américaine roule le long d'une partie renouée du mur équipée d'un nouveau fil barbelé à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, près de San Ysidro, le 21 mars 2025. Photographie de Genaro Molina.

Sculpture monumentale (bois non peint, 10 m de hauteur), *Toy an-Horse*, de l'artiste Marcos Ramírez Erre, placée sur la ligne de démarcation entre les États-Unis et le Mexique. Contrairement au cheval de Troie mythologique, cette réplique a deux têtes, l'une tournée vers les États-Unis et l'autre vers le Mexique.
© Marcos Ramírez ERRE, *Toy an-Horse*, INSITE97



Image courtesy INSITE Archive

Playas de Tijuana, Mexique, 25 janvier 2025. Personnes discutant de part et d'autre du mur métallique situé à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, à Tijuana.



© Photo Bato / iStock / Getty Images

« La frontière interdite entre les deux Corées est fantasmée. »

Entretien avec Valérie Gelézeau

La frontière entre les deux Corées est fréquemment réduite à un espace spectaculaire, figé par des récits de guerre et des représentations géopolitiques. Cette bande de terre appelée DMZ (*Demilitarized zone* ou « zone démilitarisée ») reste le plus souvent inaccessible, tenue à distance des civils par des dispositifs militaires, juridiques et symboliques qui en font un espace autant imaginé que réellement parcouru. Valérie Gelézeau a effectué un trail le long de cette frontière impossible à franchir. Récit d'une recherche à la fois scientifique, sensible et mobile, qu'elle a retracé dans un essai qui vient de paraître : *DMZ. Marche et démarche à la frontière coréenne* (L'Atelier des Cahiers).

Comment vous est venue l'idée d'aller au contact de cette frontière interdite ?

Après des années d'élaboration, un chemin de randonnée, le « sentier de la Paix », qui traverse la Corée d'est en ouest dans la zone frontière, avait ouvert en septembre 2024. Il se trouve qu'à ce moment-là je travaillais sur les interfaces et, de plus, j'aime marcher. De novembre 2024 à novembre 2025, j'ai préparé puis réalisé le parcours de 500 kilomètres sur ce sentier de la Paix. J'ai passé plus de trois mois dans la région. Au fil des trente-quatre étapes de cet itinéraire balisé, traversant des lieux parfois insolites, à la fois militarisés et touristiques, je me suis intéressée moins à la ligne frontière elle-même qu'à ses alentours et à ses contraintes : les sentiers, les villages, les usages quotidiens des lieux, confrontés aux régimes d'autorisation et aux dispositifs de contrôle qui organisent la vie à proximité immédiate de la zone militarisée. Je ne savais pas au départ que cet élan allait aboutir à un protocole de recherche par la marche !

N'est-il pas curieux, à première vue, de mener une étude de terrain sur une frontière que l'on ne peut pas traverser ?

Cela dépend de ce que l'on entend par « frontière ». Si on la pense comme une ligne, en effet, on ne fait pas de terrain à la frontière coréenne puisque la DMZ, par définition, est inaccessible. En revanche, si l'on considère la frontière comme un espace, alors tout se joue autour. Dans le cas coréen, la frontière fonctionne comme un millefeuille. Il ne s'agit pas d'une ligne unique, mais d'une sorte de glacis de défense, composé d'une multitude de lignes superposées. Chaque ligne est difficilement perceptible. Même à l'intérieur de la zone démilitarisée, la zone de démarcation militaire, qui est la ligne frontière essentielle, n'est matérialisée aujourd'hui que par des piquets mal entretenus, au point que les patrouilles de la DMZ ont parfois du mal à la localiser. Une telle incertitude la rend extrêmement dangereuse.

La frontière coréenne est une frontière épaisse qui déborde de la DMZ, bande de 4 kilomètres de large créée après l'armistice de 1953, destinée à séparer les deux Corées et à empêcher toute reprise directe des combats. La DMZ est en réalité constituée de

plusieurs lignes : au milieu, la zone de démarcation militaire et, de part et d'autre de celle-ci, les limites sud (en Corée du Sud) et nord (en Corée du Nord). Au-delà de la DMZ, le « millefeuille » frontalier se déploie dans les deux Corées suivant différentes lignes et zones qui fonctionnent comme un tamis (ou des filtres). Par exemple, en Corée du Sud, à environ 5 kilomètres de la DMZ, une première ligne dite « de contrôle des civils » est sous l'autorité de l'armée sud-coréenne et inaccessible aux civils sans laissez-passer. Seuls huit villages y subsistent et leurs habitants y cultivent des terres. Au-delà, et jusqu'à environ 30 kilomètres dans les provinces septentrionales du Gyeonggi et du Gangwon, on trouve la « zone frontière » désignée comme telle dans l'aménagement territorial sud-coréen.

Comment la DMZ peut-elle se traverser ?

La traversée directe entre les deux Corées a existé pendant la décennie dite de « la politique du Rayon de soleil » d'amélioration importante des relations intercoréennes (1998-2008). Les réseaux côtiers (routes et chemins de fer) avaient été reconnectés et des voyages réguliers de Corée du Sud vers Gaeseong / Kaesong et le mont Geumgang / Kumgang en Corée du Nord avaient lieu. Tout cela est terminé.

Aujourd'hui, il faut distinguer l'espace de la DMZ elle-même et les modalités de passage. Le sens du passage est fondamentalement asymétrique, puisqu'on compte aujourd'hui environ 30 000 Nord-Coréens désormais installés en Corée du Sud. Pour les Nord-Coréens qui font défection et partent au Sud, le franchissement, très complexe, implique de passer par d'autres pays, notamment la Chine, parfois la Mongolie ou certains pays d'Asie du Sud-Est, et il s'inscrit dans une durée très longue. La frontière devient alors une expérience prolongée, faite d'attente, de danger et d'incertitude.

La DMZ n'est pas une frontière au sens classique, mais un espace tampon et – contrairement à ce que son nom suggère – étroitement surveillé, entouré de dispositifs militaires, de mines et de points de contrôle. Théoriquement, on ne peut pas y entrer, mais dans les faits, très exceptionnellement, des excursions (notamment scientifiques) peuvent être réalisées. Et, chaque année, deux à quatre personnes parviennent à franchir la frontière, le plus souvent des soldats nord-coréens. La frontière intercoréenne n'est pas surveillée de la même manière partout. Des franchissements par la mer, plus fréquents, ont lieu dans certaines zones maritimes, notamment le long des côtes, où les limites sont plus floues et les dispositifs de contrôle moins continus. Pour ma part, j'ai pu la longer dans le cadre de parcours sous encadrement militaire, mais je n'y ai pas pénétré.

Cela dit, aller dans la DMZ elle-même n'a, à mes yeux de géographe non spécialiste des écosystèmes naturels, que peu d'intérêt. Si l'on questionne l'espace comme fabrique du social, il faut se placer ailleurs. Le sentier de la Paix que j'ai suivi longe justement la ligne de contrôle des civils, dans une région hybride, utilisée, habitée, mise en valeur, passionnante ! La zone est aussi un filtre, une interface : côté sud, on est libre de circuler ; côté nord, on ne l'est plus. C'est bien à la limite de l'espace libre, au contact de la ligne de contrôle des civils, que l'on peut éprouver la frontière telle qu'elle est vécue par les habitants.



Géographe spécialiste de la Corée, Valérie Gelézeau est directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), en délégation au CNRS à l'Institut français de recherche sur le Japon – Maison franco-japonaise (IFRJ-MFJ, Tokyo). Elle a notamment publié *Faire du terrain en Corée du Nord : écrire autrement les sciences sociales*, avec Benjamin Joinau (L'Atelier des Cahiers, 2021) et *Séoul* (Autrement, « Atlas. Mégapolises », 2011).



L'ancien pont de Ganghwa, construit en 1969 pour remplacer les bacs d'accès à l'île, est désormais réservé aux cyclistes et aux piétons. Un nouveau pont routier a été édifié en 1997.

Parcourir cette frontière sans jamais la franchir est une expérience rare et insolite.

Cette expérience de plusieurs mois m'a confirmé certaines intuitions, mais en a aussi contredit d'autres. On imagine souvent cette frontière comme immobile, bloquée dans le temps de la guerre froide. En réalité – ce qui est en effet contre-intuitif –, ce n'est pas du tout le cas ! Cette frontière, qui est un front actif entre guerre et paix (les deux Corées n'ont toujours pas signé de traité de paix), continue de bouger, comme une faille active de l'écorce terrestre. Ainsi, entre le moment où j'ai commencé le trail et celui où je l'ai terminé, de nombreux changements ont affecté les autorisations délivrées par les autorités militaires et administratives, les parcours et les accès. Il m'est arrivé d'emprunter des tronçons qui venaient d'ouvrir, sans que les militaires eux-mêmes ne paraissent informés que la circulation à pied y était autorisée. Sur un des tronçons accessibles uniquement en voiture, le GPS du véhicule que j'avais loué ne cessait d'indiquer que j'étais sur un mauvais chemin, me sommant de faire immédiatement demi-tour. L'espace se transforme en permanence en fonction des objectifs stratégiques de défense.

La frontière intercoréenne est à la fois extrêmement visible par une forte présence militaire et presque invisible dans d'autres espaces. Comment cette particularité se ressent-elle sur le terrain ?

L'expérience émotionnelle de suivre le trail a été pour moi comme une sorte de yoyo. Les paysages alternent entre des espaces très inquiétants et d'autres presque ordinaires. Pendant des kilomètres, le trail sinue entre des champs de mines – la DMZ et ses environs ont été truffés d'engins explosifs après la guerre. Chaque passage ou au contraire chaque obstacle et chaque danger est signalé par des panneaux, des barbelés.

La militarisation se manifeste autant par cette signalétique permanente que par la présence de soldats. Par endroits, on se retrouve à seulement 5 ou 10 kilomètres de la DMZ, dans des espaces habités. L'ensemble est profondément marqué par la coexistence de zones où vivent des Coréens et d'autres où le contrôle, voire l'impression de danger, est omniprésent.

Comment le temps agit-il sur cette frontière figée depuis des décennies ?

La frontière intercoréenne est fantasmée. On l'imagine comme un espace mystérieux, vide de toute présence humaine et saturé de mines et de barbelés – ce qui est vrai évidemment dans la DMZ, et dans la zone de contrôle des civils dans une moindre mesure. Mais la marche-recherche que j'ai réalisée sur une ligne d'interface au cœur d'une frontière épaisse comme un millefeuille

de lignes permet de faire l'expérience de la variété des transformations spatiales. Ainsi, sur le trail, on croise de petits groupes de randonneurs, des habitants en promenade, des seniors occupés aux travaux collectifs, des saisonniers, etc. Autant de rencontres qui produisent une ambiance familière, presque banale, et qui peuvent rappeler d'autres types d'espaces comparables (des périphéries urbaines ou plus rurales). Un tourisme frontalier s'est également développé avec les aménagements de la zone depuis les années 1970. Des lieux de mémoire de la guerre de Corée, certains bouleversants, jouxtent des espaces beaucoup plus banals (aires de loisirs, parkings, cafés, attractions touristiques), voire des fêtes foraines. La frontière est jalonnée de lieux touristiques, alors même que la réalité de la guerre reste extrêmement violente et présente.

Propos recueillis par Fernando Garlin Politis

Quelques repères géographiques et historiques

La frontière intercoréenne, appelée DMZ (zone démilitarisée), sépare la Corée du Sud et la Corée du Nord depuis l'armistice de la guerre de Corée en 1953. Il ne s'agit pas d'une frontière issue d'un traité de paix, mais d'une ligne de cessez-le-feu. La DMZ s'étend sur environ 250 kilomètres d'ouest en est

et forme une bande d'environ 4 kilomètres de large. Malgré son nom, elle constitue l'un des espaces les plus militarisés du monde, avec une forte présence de soldats de part et d'autre, sous supervision onusienne côté sud. Les franchissements directs entre les deux Corées sont aujourd'hui extrêmement rares. Le principal

point de contact officiel est la Joint Security Area (JSA) à Panmunjeom, côté est, entre Séoul et Kaesong. Sauf à de notables exceptions, les civils ne sont pas autorisés à pénétrer dans la DMZ, mais ils peuvent tout à fait la scruter depuis les huit observatoires construits le long de sa limite sud.

Ce journal accompagne l'exposition « Frontière » conçue et réalisée par Universcience, en partenariat avec l'Université Grenoble Alpes et le laboratoire de sciences sociales Pacte, unité mixte de recherche, et en collaboration avec l'Institut français de géopolitique (IFG) et le projet DATAROUTES (n° 101098032) financé par le Conseil européen de la recherche (ERC). Elle est présentée à la Cité des sciences et de l'industrie du 15 avril 2026 au 2 janvier 2028.



« En Chine. Le gâteau des Rois et... des Empereurs », 1898. Caricature d'Henri Meyer (1841-1899), parue dans le Supplément illustré du *Petit Journal* du dimanche 16 janvier 1898. Artiste français, illustrateur de romans de Jules Verne, collaborateur de revues satiriques et du *Petit Journal illustré*, Henri Meyer est l'auteur du célèbre dessin représentant la dégradation du capitaine Dreyfus dans la cour de l'hôtel des Invalides. Ici, la galette des Rois représentant la Chine est partagée par la reine Victoria du Royaume-Uni, le Kaiser Guillaume II, empereur d'Allemagne et de Prusse, le tsar Nicolas II de Russie, la Marianne de la République française, tandis que l'empereur Meiji du Japon réfléchit à sa part. Debout, le mandarin chinois, figurant la dynastie Qing, caricaturé notamment par des ongles crochus, lève les bras, impuissant, devant ce découpage symbolisant l'impérialisme des grandes puissances attablées à assouvir leur appétit expansionniste.

L'EXPOSITION

Commissaires : Astrid Aron, Maud Gouy
Muséographe : Delphine Heyndrickx
Scénographie : Renaud Djian

Comité scientifique et culturel

Anne-Laure Amilhat Szary, professeure à l'Université Grenoble Alpes, géographe au sein du laboratoire de sciences sociales Pacte (CNRS, UGA, Sciences Po Grenoble)
Sébastien Colin, géographe, maître de conférences, directeur de la filière Relations internationales, Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), Paris
Cristina Del Biaggio, maîtresse de conférences à l'Université Grenoble Alpes, géographe au sein du laboratoire de sciences sociales Pacte (CNRS, UGA, Sciences Po Grenoble)
Frédéric Douzet, professeure des Universités à l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris 8, directrice du projet « Géopolitique de la Datasphère » (GEODE) et de l'ERC DATAROUTES
Nathalie Fau, professeure de géographie à l'Université Paris Cité, chercheuse au Centre d'étude en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA)
Michel Foucher, géographe, diplomate et ancien ambassadeur
Laurent Gagnol, maître de conférences en géographie à l'Université d'Artois, centre de recherche « Textes et Cultures »
Fernando Garlin Politis, docteur en ethnologie à l'Université Paris Cité et artiste
Valérie Gelézeau, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), membre de l'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise et du laboratoire Chine, Corée, Japon (CNRS-EHESS-Université Paris Cité)
Calvin Minfegue Assouga, politologue et géographe, chargé de cours au département de science politique, Faculté de sciences juridiques et politiques de l'Université catholique d'Afrique centrale
François Moullé, géographe, maître de conférences à l'Université d'Artois, centre de recherche « Textes et Cultures », et membre de l'Institut des frontières et discontinuités (IFD)
Philippe Rekacewicz, géographe, cartographe et information designer français, chercheur associé au département des sciences sociales de l'Université de Wageningen (Pays-Bas) et cofondateur du site visionscarto.net
Camille Schmoll, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), membre de l'UMR Géographie-cités, membre honoraire de l'Institut universitaire de France, « Fellow de l'Institut Convergence Migrations »
Béatrice von Hirschhausen, géographe, directrice de recherche au CNRS, chercheuse à l'UMR Géographie-cités à Paris et au Centre Marc Bloch à Berlin

Présidente : Sylvie Retailleau
Directrice générale déléguée : Delphine Samsen
Directeur général délégué adjoint : François Moysse
Directeur des expositions : Raphaël Chanay
Directrice des éditions et du transmédia : Anne Prugnon



Responsable éditorial : Olivier Cariguel
Rédaction des textes et entretiens : Fernando Garlin Politis
Conception graphique et maquette : Laëtitia Loas-Orsel
Recherches iconographiques : Sophie Bouvet
Relecture : Isabelle Macé
Photogravure : Key Graphic

Affiche de l'exposition en 1^{re} de couverture

© Doc Levin Studio / Jeanne Triboul, Léo Quetglas © Véronique Pêcheux

7,90 € TTC (Prix France)
 ISBN : 978-2-86842-219-4



© 2026, EPPDCSI
 ISBN : 978-2-86842-219-4
 Dépôt légal : mars 2026

Achevé d'imprimer sur les presses
 de l'imprimerie Guivarch

Imprimé en France